



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget

Question au Gouvernement n° 3774

Texte de la question

BUDGET DE LA DÉFENSE

M. le président. La parole est à M. Philippe Meunier.

M. Philippe Meunier. Ma question s'adresse à M. le ministre de la défense. À peine élu, François Hollande a pu compter sur nos armées pour mener à bien l'opération Serval au Mali grâce à la loi de programmation militaire votée en 2009.

En 2013, vous avez pourtant décidé de revoir à la baisse le format de notre défense. Avec votre loi de programmation militaire, votée par votre majorité, vous avez ainsi pris le risque d'affaiblir nos forces armées malgré un contexte international excessivement dangereux.

Un député du groupe socialiste, républicain et citoyen. Vous ne savez pas lire !

M. Philippe Meunier. En 2015, faute d'avoir écouté nos propositions, la situation s'est tellement détériorée que vous avez décidé, dans l'urgence absolue, de faire adopter par le Parlement une nouvelle loi de programmation militaire « actualisée ».

Pour autant, cette nouvelle loi, qui n'est pas à la hauteur des enjeux, n'a pas apporté de réponse satisfaisante à cette dégradation de notre outil militaire.

M. Bernard Roman. menteur !

M. Philippe Meunier. La déclaration récente d'un général lors d'une conférence publique le confirme : « Nous consommons le matériel. Une année d'OPEX – opérations extérieures – équivaut à 2,5 années en métropole. Dans cinq ans, notre capital sera entièrement consommé. » Quant à notre armée de l'air, elle ne peut pas aligner aujourd'hui plus de vingt appareils en OPEX, faute de moyens suffisants.

Depuis 2012, malgré les dangers qui menacent la France, François Hollande a privilégié le recrutement de 60 000 fonctionnaires supplémentaires pour le compte du ministère de l'éducation nationale,...

Mme Colette Langlade. Et alors ?

M. Jean Glavany. Il a bien fait !

M. Philippe Meunier. ...au détriment de ce qui aurait pourtant dû être une priorité : le budget de la défense.

Monsieur le ministre, même si vous pouvez encore compter sur l'engagement admirable de nos soldats, compte tenu de l'importance de l'effort que vous exigez d'eux quotidiennement, allez-vous enfin obtenir concrètement du Président de la République l'engagement de faire du budget de la défense une priorité absolue ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la défense.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense. Monsieur le député, je voudrais vous remercier de me donner l'occasion de rappeler ici que, pour la première fois dans l'histoire de la République, une loi de programmation en cours d'exécution a été révisée à la hausse ! Merci de me donner cette opportunité de le dire !
(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)

M. Christian Jacob. Plus c'est gros, plus ça passe !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre. Merci, monsieur Meunier, de me donner l'opportunité de rappeler que le Président de la République a décidé de renforcer les crédits affectés à nos armées de 3,8 milliards d'euros d'ici 2019.

M. Bernard Roman. La voilà, la vérité !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre. Merci de me donner l'occasion de répéter qu'à la demande du Président de la République, il a été décidé, pour la première fois depuis très longtemps, de réviser à la hausse les effectifs militaires, qui augmenteront de plus de 22 000 personnels d'ici la fin de 2019. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)

M. Yves Fromion. C'est un mensonge !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre. Merci, monsieur Meunier, de me donner l'occasion de rappeler à l'Assemblée nationale que, pour la première fois depuis très longtemps, il a été mis fin aux ressources exceptionnelles, ce que de nombreux parlementaires demandaient.

M. Yves Fromion. Ce n'est pas très digne !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre. Cela a enfin été réalisé, et le financement des dépenses de défense est assuré par des crédits budgétaires réels, contrairement au passé.

M. Yves Fromion. Ça, c'est vrai !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre. Merci enfin, monsieur le député, de me permettre de rappeler que les OPEX sont financées à l'euro près, chaque année en fin d'exercice.

M. Christian Jacob. Vous mentez !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre. Merci pour votre contribution personnelle à l'effort national de notre défense !
(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Meunier](#)

Circonscription : Rhône (13^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3774

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Défense
Ministère attributaire : Défense

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [24 mars 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 mars 2016](#)